



VOTRE SUPPLÉMENT DU JOUR

HOLLYWOOD

Pages 21-36

Le Défi

QUOTIDIEN

NO 95 - VENDREDI 13 AOÛT 2010 - 56 PAGES - RS 10,00

DEVEN NAGALINGUM :



« Cinq ans de perdu pour la réforme des administrations »

Selon l'Association mauricienne des compagnies offshore

Kamal Hawabhay, président de l'Association of Trust & Management Companies (ATMC), est catégorique. Les autorités indiennes ne comptent pas revoir de sitôt le traité fiscal liant l'Inde à Maurice, dit-il.

La presse indienne en a longuement fait écho. Les autorités indiennes comptent revoir le traité fiscal liant l'Inde et Maurice. Le but étant d'empêcher le 'treaty shopping' de renforcer l'échange d'informations et de protéger l'Inde contre les abus. « C'est une déclaration d'intention du gouvernement indien, rien de plus. Comme il s'agit d'une tâche fastidieuse qui peut durer des années, il faut dire que les autorités fiscales indiennes ne sont actuellement pas pressées de revoir le traité », nous a déclaré **Kamal Hawabhay**.

En raison de l'imminence du Direct Tax Code (DTC) indien, les autorités fiscales indiennes espèrent appliquer les General Anti Avoidance Rules (GAAR) pour contrôler le 'treaty shopping and round tripping'.

« À mon avis, le traité devrait être laissé tel quel, car nous pourrions ouvrir la boîte de Pandore. Mais des

Le traité Inde/Maurice pas revu de sitôt

mesures doivent être prises par la FSC et le secteur de l'offshore afin d'assurer plus de substance dans les opérations des entités concernées à Maurice. Dans le même temps, nous devrions tenter de faire passer nos propositions relatives à la politique du GAAR au Parlement indien afin de s'assurer qu'ils ne sont pas nuisibles à nos intérêts et renforcer les normes commerciales locales pour correspondre à une substance raisonnable », explique le président de l'ATMC.

L'impact d'un tel examen dépend de ce qui va réellement se passer. Le gouvernement indien pourrait annuler l'exemption de l'impôt sur les gains en capitaux mais il ne l'a pas fait.

« Certes, poursuit-il, si toutefois l'Inde devait apporter des modifications aux principaux avantages du traité, le secteur sera sans doute sévèrement affecté. Le secteur offshore emploie des professionnels haut de gamme, entre autres, qui ont acquis et perfectionné leurs compétences en raison du traité et Maurice peut voir un exode des cerveaux si nous perdions le traité ».

Comme le précise **Kamal Hawabhay**, pour répondre aux exigences du GAAR et du DTC, Maurice a besoin d'offrir plus de services à valeur ajoutée d'une manière plus professionnelle à leurs clients pour satisfaire aux critères de la substance presque inévitable qui seront appliqués aux opérations des entités GBLI de Maurice. Cela signifie plus de formation de classe mondiale, de meilleures infrastructures et d'investissement dans la technologie.

Les opportunités pour Maurice vont dépendre de la façon dont nous réagissons aux changements à venir. D'une part, le simple fait que plus de travail devra être fait à Maurice pour passer le test de fond du GAAR peut se traduire par plus de frais et plus d'employés pour le secteur et avec la mise en place de leurs propres bureaux à Maurice, des voyages plus fréquents au pays par des directeurs étrangers pour tenir les réunions, etc. Si nous offrons des services haut de gamme, nous pouvons attirer plus de clients de « qualité ».

Daniel Chan